

Convention collective

**IDCC : 8831. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES
ET PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE**

(Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme)

(16 septembre 1986)

(Etendue par arrêté du 6 février 1987,
Journal officiel du 1^{er} mars 1987)

AVENANT N° 39 DU 10 FÉVRIER 2016

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AUX 1^{ER} MARS 2016

NOR : AGRS1697249M

IDCC : 8831

Entre

Syndicats des exploitants forestiers et scieurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

Syndicats des propriétaires forestiers, sylviculteurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

D'une part, et

Syndicats de la fédération générale de l'agroalimentaire CFDT des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

Syndicats de la confédération des travailleurs chrétiens CFTC des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I de la convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

(Voir tableau page suivante.)

Grille des salaires des travailleurs au temps

A. – Personnel ouvrier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} mars 2016	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
I	A B	100	9,67	1 466,65
II	1 C	105	9,70	1 471,20
	2 D	110	9,73	1 475,75
III	1 E	115	9,76	1 480,30
	2 F	125	9,78	1 483,33
	3 G	135	9,80	1 486,37
IV	1 H	150	9,84	1 492,43
	2 I	170	10,12	1 534,90
	3 J	200	10,98	1 665,34

B. – Personnel administratif, commercial et technique

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} mars 2016	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
ACT 1		100	9,67	1 466,65
ACT 2	1	110	9,73	1 475,75
	2	120	9,77	1 481,82
ACT 3	1	135	9,80	1 486,37
	2	150	9,84	1 492,43
ACT 4		170	10,12	1 534,90
ACT 5	1	190	10,81	1 639,55
	2	210	11,34	1 719,94
ACT 6	1	240	12,30	1 865,54
	2	270	13,27	2 012,66

C. – Agent de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} mars 2016	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
AM 1		190	10,81	1 639,55
AM 2	1	230	11,97	1 815,49
	2	270	13,27	2 012,66
AM 3	1	320	14,90	2 259,88
	2	370	16,54	2 508,62

D. - Cadres

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} mars 2016	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
C 1	280	13,60	2 062,71
C 2	360	16,22	2 460,09
C 3	420	18,17	2 755,84
C 4	460	19,50	2 957,57
C 5	480	20,14	3 054,63
C 6	510	21,13	3 204,79
C 7	550	22,42	3 400,44
C 8	600	24,05	3 647,66

Article 2

La valeur du point de la prime d'ancienneté est fixée à 5,10 € à compter du 1^{er} mars 2016.

Article 3

Aucun salaire ne peut être inférieur au Smic et en tout état de cause, il convient pour déterminer la rémunération, de faire application de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie mensuelle de rémunération et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 relatif à la garantie de rémunération lors du passage aux 35 heures.

Article 4

Le présent avenant prend effet au 1^{er} mars 2016.

Article 5

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Lempdes, le 10 février 2016.

(Suivent les signatures.)